48e ANNÉE. — N° 16.821

DIRECTION & ADMINISTRATION: 8, rue de Cheverus, BORDEAUX

AGENCE A PARIS: 8, boulevard des Capucines.

LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux

ABONNEMENTS	3 mois	6 mois	1 an
Gironde et limitrophes	8 50	16 f.	30 f.
France et Colonies...	9 »	17 f.	32 f.
Etranger.....	10 »	20 f.	40 f.

La Petite Gironde

LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE

10 c. le numéro — Le numéro 10 c.

LUNDI 22 JUILLET 1918

SAINTE MAR.-MADEL.

SOLEIL : lever 5h37 ; coucher 8h39
LUNE : pleine le 23 ; D. Q. le 30

Les Américains dans la bataille

UN TOURNANT DE LA GUERRE

L'entrée en ligne des troupes américaines dans la bataille, alors qu'un an s'est à peine écoulé depuis que l'Amérique a décidé de joindre son effort à celui des alliés, provoque, chez les Allemands, un étonnement sous lequel perce une inquiétude mal dissimulée.

Pour que cette inquiétude ne gagne pas les masses dont il importe, à tout prix, de maintenir le moral, la presse boche, sans nier précisément l'évidence, la met en doute en se livrant à des raisonnements spécieux.

Tout d'abord, les journaux suspectent la réalité du chiffre, cependant officiel, des troupes américaines débarquées en Europe et cela, sous prétexte « qu'ils ne sont pas en mesure de le vérifier ! »

« D'ailleurs, lit-on dans l'un d'eux, le *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, von Capelle ne nous a-t-il pas dit les pertes subies par le tonnage américain ? Il y a longtemps que ce tonnage a cessé d'être suffisant. Comment aurait-il pu assurer le transport et le ravitaillement de troupes aussi nombreuses ? »

Le public boche, dont on entretient la confiance dans le triomphe de la guerre sous-marine, se contente peut-être de cette logique (?), mais comme on ne pourra pas toujours lui cacher la vérité, il s'agit de le préparer à la connaître un jour.

La presse allemande s'y attache.

Les dirigeants savent très bien, en Allemagne, que le chiffre d'un million d'Américains débarqués en France est déjà largement dépassé; ils n'ignorent pas que, par un afflux régulier, ce chiffre croîtra encore rapidement, et ils envisagent avec anxiété l'époque prochaine où l'Entente possédera la très grande supériorité numérique.

Quand on sait quelle importance les Allemands attachent à la supériorité numérique des effectifs, il est intéressant de voir leurs journaux la faire passer au second plan, pour les besoins de la cause boche et afin de rassurer leurs compatriotes pour le jour où ils seront enfin fixés sur la puissance de l'effort américain.

« Même si nous admettons l'exactitude des chiffres, ajoute en effet l'auteur de l'article dont j'ai déjà cité quelques lignes, il n'y a pas lieu de nous effrayer ! »

Pourquoi ? C'est bien simple aux yeux d'un Boche : parce que le soldat allemand est « invincible » et que ces superbes gaillards américains que nous voyons en France et qui donnent une si belle impression de la force maîtresse d'elle-même, ne sont pas de taille à se battre contre le Boche !

C'est le journaliste boche lui-même qui l'affirme en ces termes : « Quel que puisse être le nombre des Américains, et quel qu'il puisse devenir, ils n'amèneront pas une décision favorable à l'Entente. Ces soldats sont incapables de se mesurer avec nos troupes aguerries, que quatre années de guerre sous le commandement de chefs incomparables, ont rendues invincibles. »

Les fières réponses faites par les Américains à ces rodomontades ridicules se lisent dans les communiqués.

Les « invincibles » soldats boches qui, entre l'Aisne et la Marne par exemple, se sont trouvés face à face avec des Américains, connaissent maintenant, à n'en pas douter, la valeur de ces adversaires au courage éprouvé, de ces soldats « nés », peut-on dire, puisque du premier coup ils révèlent les qualités des meilleures troupes de choc.

Cette impression se propagera forcément dans l'armée allemande et, à mesure que se développera sur le front l'effort de nos alliés, elle gagnera peu à peu l'intérieur, portant au moral de l'Allemagne un coup dont ses gouvernants appréhendent depuis longtemps les conséquences.

Comment, en effet, continuer à berner le peuple allemand avec le bluff du triomphe de la guerre sous-marine et avec les déclarations de von Capelle, alors que les Américains infligent, à nos côtés, de sanglants échecs aux troupes allemandes; comment raconter encore que les soldats américains ne passent pas l'Atlantique maintenant que victorieusement ils ont enfoncé des lignes boches ?

Oui, c'est là le danger qu'appréhendait le haut commandement allemand, c'est pour y échapper qu'il a tenté, par trois fois, au prix de l'usure de ses réserves, d'obtenir une décision qui lui échappe encore.

Déjà, en Autriche, les yeux s'ouvrent; on a pu lire ces jours derniers, dans les journaux, un article de l'*Arbeiten Zeitung* parlant du million d'Américains actuellement débarqués en France et constatant le résultat *stupéfiant* obtenu par le génie de l'organisation.

Les coups frappés par les soldats américains qui combattent avec une si fière bravoure sur le front, n'atteignent pas seulement des soldats boches, ils ont leur répercussion sur le cœur de l'Allemagne.

La coopération effective de l'armée américaine aux opérations dans la bataille, marque un tournant de la guerre mondiale.

Il s'agissait en effet pour le commandement allemand d'obtenir une décision permettant d'escompter la conclusion d'une paix allemande, *avant* que l'Amérique soit en mesure d'intervenir en tant que puissance militaire.

Dans la lutte de vitesse engagée entre l'état-major allemand, favorisée par la défection russe, et le génie d'organisation des Américains, stimulé par la volonté de « gagner la guerre » ce sont les Américains qui sont arrivés premiers.

G. LÉCUYER.

Lettres Parisiennes

Paris, 20 juillet.

La cinquième des grandes offensives allemandes qui ont été menées sur notre front depuis le 21 mars aura certainement pour effet d'attester que les armées de l'Entente sont invincibles. Tout ce que l'art infernal de la destruction pouvait suggérer à nos adversaires a été mis en œuvre, sans autre succès que celui de quelques gains territoriaux qui ne règlent et ne terminent rien. Paris, la grande proie si ardemment convoitée, réalise ce prodige de s'éloigner, d'échapper aux âpres convoitises sans changer de place !

Les Boches, en pitoyables psychologues qu'ils ont toujours été, persistent à penser qu'ils terrifieront l'admirable ville en la criblant d'obus. Ils nous jugent à leur mesure. Leur épouvante devant les quelques bombes d'avertissement qui ont été lancées sur des villes rhénanes proclame hautement une pusillanimité dont les Parisiens bombardés n'ont point donné le spectacle. L'indication de ce qu'il convient de faire est assez nette, j'imagine ? Si les Allemands, pendant leur nouvelle offensive, trouvent le moyen de nous canonner et de martyriser nos villes ouvertes, suivons leur exemple et rendons-leur les coups avec usure.

Et par-dessus tout, sachons garder intacte notre foi dans le succès final de notre cause. En décembre 1915, l'inoubliable général Galliéni, après avoir reconnu loyalement l'énergie et la vigueur de l'armée allemande, affirma, lui qui n'avait pas pour coutume de parler à la légère, que la défaite des puissances centrales était fatale. Si ce grand soldat était encore au nombre des vivants, il ne manquerait pas de reconnaître qu'il avait bien jugé la question.

Entendons-nous; je ne prétends pas que nous puissions considérer comme déjà gagnée par nous la formidable partie engagée malgré nous avec des tricheurs éhontés; mais j'ai la certitude que nous aurons le dernier mot. Les fanfaronnades de l'empereur allemand ne suffiront pas à modifier le cours de la destinée. Il est impossible de savoir ce qu'il pense, ce qui se passe dans l'ombre de son âme scélérate; on sait toutefois que cet homme, effroyablement léger, n'est point une bête; il doit donc se rendre compte de la réalité des choses et frémir, par instants, devant ce qu'il a fait.

Attendons d'un cœur ferme le dénouement du drame; je conserve l'espoir d'un grand coup de théâtre.

Le procès de M. Malvy a été appelé bien tardivement. On a donné là un fâcheux exemple d'inégalité devant la justice. L'accusé se trouvant enfin devant les juges qu'il a choisis, il convient de l'épargner un peu, quoi qu'on puisse penser de lui. En réalité, M. Malvy est une fort petite chose; ses facultés intellectuelles et sa valeur morale le prédestinaient aux emplois subalternes. Il a dû son extraordinaire fortune à la protection d'un autre aventurier qui avait porté très haut dans la politique l'art de la corruption, l'exploitation de la camaraderie.

M. Malvy, dont la conduite vis-à-vis d'une certaine pègre ne permet aucun sérieux essai de justification, a été l'objet d'accusations précises qui ne paraissent pas pouvoir être soutenues. Il y a eu là un défaut de circonspection dont il tirera profit. Il suffisait, pour ouvrir contre lui une enquête judiciaire, d'établir, selon l'évidence même, que ce ministre de l'intérieur, chargé pendant l'invasion de la France de garantir la sécurité du pays, avait comblé de ses faveurs des bandits aux gages de l'Allemagne. Le défaitiste Almereyda, repris de justice, espion, notoire débauché, d'origine étrangère, traitait d'égal à égal avec M. Malvy. Il avait, du reste, été subventionné aussi par M. Caillaux, dont la caution était décisive auprès de M. Malvy. Le rôle d'Almereyda dans des cas hors de contestation, l'influence exercée aux dépens de la sécurité nationale par ce forban que soutenait M. Malvy, suffiraient à juger ce dernier. Notons en passant ce simple détail qui en dit long : Sur une liste d'individus arrêtés qu'il était question de relâcher, Almereyda avait inscrit l'apostille suivante : « Je donne ma garantie. » Parmi les détenus à libérer, figurait un Allemand de Hambourg. La *garantie* d'Almereyda fut enregistrée dans un document à en-tête du ministère de l'intérieur ainsi conçu : « Nous vous remettons ci-joint une liste des individus à relâcher immédiatement. M. Almereyda, qui les connaît tout particulièrement, nous assure qu'il faut rendre ces braves gens à leurs foyers. M. Almereyda, *en qui nous devons avoir confiance*, s'en porte garant. » C'est à confondre l'esprit !

Et pendant qu'il couvrait les drôles du *Bonnet Rouge* et autres mauvais lieux de sa haute protection, M. Malvy luttait ouvertement contre des serviteurs du pays, tels que le général Clergerie, le lieutenant-colonel Bourdeau, le commandant Baudier, qui traquaient les espions. Cela eût amplement suffi à justifier un procès, et devant un conseil de guerre.

L'accusation retentissante portée par M. Clemenceau à la tribune du Sénat, contre le ministre qui a « trahi les intérêts de la France », traçait son devoir à la justice.

Albert ROBERT.

Le Secours d'urgence dans les régions libérées

Section de Bordeaux et du Sud-Ouest

VINGT-HUITIEME LISTE

J. A. J.	10	»
MM. Joyaux frères (Talence), 2e versement	200	»
Un vieux prêtre ancien combattant de 1870	20	»
L. B. et J. F.	20	»
Mlle de Guilhem (Pessac)	2	»
Toujours à son Hubert	1	»
M. E. Pinsan	3	50
M. et Mme Ph. Danflou	80	»
M. et Mme Julien Lévy (Madrid), 3e envoi	100	»
Lâm Kin Hing (Tarbes)	5	»
Nénette Bellevue (Cestas)	2	»
M. Gustave Bouyet, chevalier du Mérite agricole	25	»
M. A. Cauderan	10	»
Patience, Courage, Espoir	10	»
Marguerite M..., en mémoire de son frère Robert	50	»
R. et sa petite L. qui s'attendent	2	»
Une malade et sa fille qui la rend heureuse	1	»
Produit d'une représentation enfantine organisée le 14 juillet au Moulleau, par Jean Ricard, élève au lycée de Bordeaux	80	»
Ecole de garçons rue Dupaty	50	»
Parcellier, correspondant « Petite Gironde », Ribérac	5	»
Total	Fr. 676	50
Listes précédentes	258,314	05
Total à ce jour	258,990	55

Les souscriptions en espèces sont reçues chez M. R. de Bethmann, trésorier, 83, quai des Chartrons;

Et dans les bureaux de la « Petite Gironde », 8, rue de Cheverus.

Les dons en nature sollicités, sont toujours reçus au dépôt de l'Œuvre, 25, rue des Remparts.

Les Allemands forcés de repasser la Marne

NOTRE PROGRESSION S'ACCENTUE

Nos Troupes sont entrées à Château-Thierry

Paris, 21 juillet. — En apprenant que notre contre-offensive entre l'Aisne et la Marne avait recommencé à avancer dans la soirée du 19 et dans la nuit suivante, nous écrivions hier qu'on ne pouvait désirer mieux. Or, le mieux a été fait, puisque l'ennemi est complètement repassé sur la rive droite de la Marne, que notre contre-offensive dans le flanc droit de l'ennemi continue à gagner du terrain, et qu'entre la Marne et Reims, nous avons fait reculer les très nombreuses forces de l'adversaire qui menaçaient Epernay.

En résumé, la manœuvre du 15 juillet, qui devait aboutir d'abord à la prise de Châlons, puis à l'encerclement de Paris par l'est, a complètement échoué.

Bien plus, la tenaille dans laquelle Ludendorff a si imprudemment concentré les armées von Bœhm et von Mudra tend à se refermer sur elle. Grâce à ses divisions disponibles, il échappera peut-être à l'obligation de retraiter au delà de la Vesle, mais il a perdu toute la rive sud de la Marne, et peut se trouver à Château-Thierry dans une situation très critique. Sans répéter le Communiqué, bornons-nous à signaler qu'entre l'Aisne et l'Ourcq, qui est pour le moment la partie du front la plus intéressante, nous sommes à une distance de 2 à 4 kilomètres seulement de la route Soissons-Château-Thierry. Nous empêchons donc l'ennemi d'utiliser cette route ainsi que le nœud très important de communications de Soissons. Nous avons maintenant cinq armées sur le front de la bataille.

Entre l'Aisne et la Marne, face à l'est, les armées Mangin et Degoutte, augmentées de plusieurs divisions américaines; au sud de la Marne, face au nord, l'armée de Mitry, qui vient de s'intercaler; entre la Marne et Reims, face au nord-ouest, l'armée Berthelot, accrue par l'arrivée récente de divisions britanniques; enfin, à l'est de Reims, et face au nord, l'armée Gouraud.

Les bonnes nouvelles persistent en s'accentuant. Hier, 20 juillet, les Allemands étaient repassés sur la rive droite de la Marne. Les armées Mangin et Degoutte continuaient à progresser et se trouvaient entre l'Aisne et l'Ourcq, à une distance de deux kilomètres seulement de la route de Soissons à Château-Thierry; enfin, l'armée Berthelot brisait, à l'ouest de la montagne de Reims, les violentes attaques de l'ennemi et le forçait à céder du terrain.

Ce matin, nos troupes sont entrées dans Château-Thierry et c'est là un résultat très important, car la ville est entourée au nord-ouest et au nord de hauteurs que nous aurions eu beaucoup de peine à enlever si l'ennemi y avait prolongé sa résistance. Des combats très violents se livrent actuellement au nord et au sud de l'Ourcq ainsi qu'entre la Marne et Reims.

Cet acharnement mis par l'ennemi à vouloir conserver le terrain que son offensive du 27 mai lui avait procuré d'une façon si inespérée, souligne bien toute l'importance de l'habile manœuvre conçue par le général Foch et le danger qu'elle fait courir aux armées de von Bœhm et de von Mudra.

Général MARABAIL.

Comment s'est faite la retraite allemande

Front français, 21 juillet. — Les attaques incessantes et rudes que les Américains et nous depuis trois jours lancions sur l'ennemi, et la conquête des hauteurs qui dominent la Marne, l'avaient placé dans une position extrêmement pénible. Bloqué entre Monvoisin et Œuilly, menacé sur son flanc droit, il n'avait d'autre alternative que de battre en retraite. Les divisions allemandes qui avaient traversé la Marne se tenaient d'ailleurs sur la défensive, et seules leurs patrouilles montraient un esprit agressif.

Ces divisions étaient vraiment dans un enfer. Nuit et jour, notre aviation les bombardement et les avions britanniques interdisaient ou rendaient intenables tous les passages de la rivière. Tous les rapports signalent les pertes extrêmement sévères de l'ennemi. Les évaluations les plus modérées les fixent à 50 % de l'effectif.

Dans la journée d'hier, nous aperçûmes sur les rives de nombreux nuages de fumée émis manifestement pour dissimuler un mouvement. Notre artillerie ne chôma pas et déchaîna des tirs intenses. L'ennemi ne pouvait guère riposter, il n'était accompagné que de minenwerfer et de pièces de montagne, et n'atteignait que nos premières lignes. Nos batteries, elles, demeuraient hors de portée.

Dans la nuit, la retraite se précipitait, et aujourd'hui il n'y a plus un seul Allemand sur la rive sud de la Marne, où, pour parler avec plus de justesse, il n'y a plus un Allemand vivant. Ils ont dû repasser la rivière; ils ne l'ont pas fait sans y laisser en tas leurs morts et des prisonniers.

Le kronprinz de Bavière va-t-il tenter une diversion ?

Londres, 21 juillet. — D'un correspondant de guerre au front anglais :

« Il est possible que le succès français entre l'Aisne et la Marne précipite l'offensive contre les Anglais, et que le kronprinz Rupprecht frappe, afin d'empêcher les Britanniques d'aider les Français et les Américains. Dans vingt-quatre heures, on connaîtra les intentions du haut commandement allemand. Il joue ses dernières cartes, car, dans deux mois, l'Allemand sera pour toujours réduit à la défensive. »

Pauvre kronprinz !

Le correspondant particulier du « Daily Mail » écrit :

« C'est la deuxième fois que le kronprinz échoue dans des opérations importantes. Son premier échec fut Verdun; son nouveau plan d'avance sur Paris par Reims et Epernay finit en fiasco.

» Sur trente divisions identifiées avec certitude, vingt-trois ont été prélevées sur les réserves générales ennemies. Dans ces vingt-trois divisions, les troupes fraîches venaient de l'armée du prince Ruprecht. »

Le général Degouttes

Lyon, 21 juillet. — Le général Degouttes, qui commande une des armées, à qui on doit le beau succès de la contre-offensive, est originaire de la petite commune de Charnay (Rhône), qui a moins de 500 habitants, et qui doit être fière de compter au nombre de ses enfants un aussi brillant officier.

Blessés boches à Paris

Paris, 20 juillet. — Un certain nombre de blessés allemands, provenant des opérations en cours, sont arrivés hier au Val-de-Grâce. Ils étaient abattus et exténués. Au médecin-chef qui les examinait, l'un d'eux, qui parle français, déclara : « Nous nous sommes tous rendus. Nous en avons assez. Les privations, les fatigues et les déceptions ont fait de nous des ruines humaines. »

La défaite de l'ennemi suscite l'enthousiasme à Londres

Londres, 21 juillet. — Les magnifiques nouvelles reçues de France dans le courant de la soirée ont suscité partout un grand enthousiasme. Dans tous les quartiers de Londres, elles faisaient l'unique objet des conversations, aussi bien dans les maisons particulières que dans les établissements publics et dans les trains de chemin de fer.

Les journaux ont publié des éditions spéciales annonçant que l'ennemi, en retraite, repassait la Marne. A mesure que paraissaient ces éditions, on s'arrachait les journaux dans les rues, dans les gares et aux abords des théâtres.

Les journaux qui paraissent le dimanche expriment une intense satisfaction, et sont unanimes à constater que le succès de la contre-offensive franco-américaine aura une répercussion morale énorme en Allemagne.

Des Allemands reconnaissent que le but de l'offensive n'est pas atteint

Amsterdam, 21 juillet. — La « Gazette populaire de Cologne », commentant les opérations en cours, écrit : « Sans nous en référer à ceux qui, le 16 juillet, savaient avec précision que Hindenburg exécuterait une attaque sur Paris, il est inutile de cacher que le but de la récente offensive n'est pas atteint. »

L'importance qu'ils attachaient au passage de la Marne

Paris, 21 juillet. — Au moment où les Allemands, sous la poussée irrésistible de nos forces, ont été contraints de repasser la Marne, il n'est pas inutile de remarquer quelle importance capitale ils attachaient à avoir passé cette rivière. Nous n'en voulons pour preuve que les premiers commentaires de la presse d'outre-Rhin au sujet de l'offensive du 15 juillet.

Dans un article de tête intitulé : « Au delà de la Marne, » la « Gazette de Francfort » du 17 faisait remarquer que, malgré les difficultés rencontrées par les troupes allemandes dans d'autres secteurs, l'établissement d'une tête de pont au sud de la Marne était un fait capital qui ouvrait les plus belles perspectives militaires.

La « Strassburger Post » affirmait que le passage du fleuve avait été minutieusement étudié, et que le succès en était complet et définitif. La « Muncher Augsburger Abendzeitung » du 17 juillet faisait ressortir que le succès allemand du début sur la Marne faisait présager un développement heureux de tout le plan d'attaque.

L'organe du kronprinz, « les Dernières Nouvelles de Munich », observaient que le passage de la Marne était le moyen le plus sûr de faire tomber Reims : « Il n'est, disait cet organe, possible de défendre Reims qu'autant que les deux lignes Epernay-Reims et Châlons-Reims restent au pouvoir de l'ennemi. »

Le même journal se demandait, à vrai dire, à la date du 17 juillet, si Foch n'allait pas répondre par une vaste contre-attaque contre la ligne Soissons-Château-Thierry, et si, dans ce dessein, il n'allait pas mettre en ligne les Américains, au nombre de 700,000 à 800,000 sur le front français. Le général Foch n'a pas eu besoin de faire appel à autant d'Américains pour refouler l'ennemi sur la ligne en question. Nous sommes curieux de savoir ce que diront ces organes quand ils apprendront par le Communiqué allemand que cette tête de pont sur la Marne, si magnifique, si riche en perspectives d'opérations futures, a été abandonnée par les troupes du kronprinz.

L'ATTAQUE DE DÉPART

(De notre correspondant spécial accrédité auprès des armées.)

Aux armées, 20 juillet. — Rudement bousculé par notre contre-offensive, l'ennemi a fait appel à ses divisions qui ont été amenées rapidement sur le front de bataille, mais non sans dommages, car nos avions de bombardement ont jeté sur les transports automobiles et les voies ferrées un copieux tonnage de projectiles. Les aviateurs ont pu se rendre compte hier, la visibilité étant très bonne, de l'espèce d'affolement dont les mouvements ennemis sur les arrières donnaient l'impression.

J'ai dit en termes généraux comment nos troupes avaient porté le premier coup aux Allemands. La faveur dont jouissent les correspondants de guerre est de ne pouvoir nommer les armées glorieuses et leurs chefs qu'après que les journaux de Paris l'ont fait. C'est ce qui s'est produit pour les armées Gouraud, Degouttes, Berthelot et Mangin. Les soldats réunis sous les ordres de ces trois derniers chefs n'ont pas été inférieurs en vaillance à ceux de l'armée opérant à l'est de Reims. Je ne dirai pas que ce sont des régiments d'élite, car la bravoure est chose si égale partout où sont nos troupes qu'on ne sait plus établir une échelle du mérite.

En tout cas, l'attaque de départ, qui eut lieu de Nouvron-Vingré à Fontenoy, Ambleny, Laversine et Saint-Pierre-Aigle, perpendiculairement à l'Aisne, à sa sortie de Soissons, fut un modèle de cran. Les Allemands avaient massé de Penant à Saconin et Missy-aux-Bois de puissantes batteries, dont beaucoup de gros calibre, qui, juchées sur des crêtes, commandaient les plaines à l'est de Soissons. Il fallait d'abord abattre ce gros morceau avant de compter sur une progression. Un corps d'armée, flanqué de divisions américaines, s'élança au pas de charge sur les positions ennemies. Trois coups de canon seulement avaient précédé ce départ foudroyant. Les hommes, par régiments, compagnies et sections, avaient des objectifs déterminés et abattaient leur besogne avec un entrain prodigieux. Dans un corps à corps, ils firent le nettoyage des tranchées à l'arme blanche et à la grenade.

Les Américains avaient jugé que la journée devait être chaude à tous les points de vue, il y avait lieu de s'alléger. Ces soldats tout neufs, d'une intrépidité qui soulevait l'enthousiasme de leurs camarades Français, mirent bas leur vareuse, et, retroussant leurs manches de chemise, se jetèrent à corps perdu sur l'adversaire. C'est ainsi que l'on pousse d'une seule traite jusqu'à Vauxbuine, Vaux et Chaudun.

L'artillerie boche sur ce point étant annihilée, les chars d'assaut, qui n'atendaient que le déblaiement de la voie, purent cheminer et se mettre à l'ouvrage. Quelques-uns, au cours de la journée, descendirent vers la région de Villers-Cotterets et collaborèrent à la destruction des lignes de résistance ennemies. On sait comment la bataille s'est ensuite développée.

La méthode souple de combat a donné les meilleurs résultats. Certaines sections, sous la seule conduite d'un sous-lieutenant, et quelque fois d'un sergent, ont progressé de leur propre initiative. Les liaisons de groupe à groupe suffisaient à établir la cohésion des troupes dans leur ensemble. C'est dans des opérations ainsi nouées que l'intelligence combative du soldat français s'affirme.

Nous voilà loin de la ligne rigide dont la moindre brisure compromettrait la solidité du front. De simples soldats, par petits noyaux, dépassent les lignes, les rejoignent, filent en avant, contournant telle ou telle position. Cet ordre de bataille est absolument comparable à une nappe d'eau qui s'étend par inondations successives, ruisseaux et mares s'unissant sous l'afflux continu de la masse liquide.

L'ennemi, sous la nécessité pressante d'arrêter cette inondation qui submergeait peu à peu ses premières lignes et emportait à la dérive des milliers de ses hommes, a donc détourné et appelé des régions de repos ses réserves disponibles, un mélange de troupes silésiennes, bavaroises, prussiennes et saxonnes. Les phases ultérieures de la bataille diront de quelle qualité est cette barrière d'hommes et de matériel.

Les combats ont repris plus acharnés encore. L'ennemi a la préoccupation urgente de défendre ses voies de ravitaillement fort menacées ou déjà compromises. Les faubourgs de Soissons et la ville elle-même ne sont plus tenables pour lui. Le nœud de voies ferrées qui contourne Soissons au sud-est de la cité est inutilisable, battu qu'il est par nos canons, en même temps que la route de Château-Thierry de ce côté.

La malheureuse Soissons est devant nous; des nuages de fumée s'y élèvent; les flèches de la cathédrale et de Saint-Jean-des-Vignes s'élancent, suppliantes, vers le ciel, pour implorer la délivrance.

La bataille, dont j'aperçois, d'un observatoire branlant, la physionomie générale, ne faiblit que par courts instants, comme si les combattants, s'étreignant sur quarante kilomètres d'étendue, s'accordaient des minutes de repos pour se guetter avant de se ruer de nouveau l'un sur l'autre. Le ciel est maintenant sillonné par des avions innombrables. Les Allemands ont battu le rappel de leurs escadrilles, et celles-ci se mesurent, à leur dam, avec les nôtres. L'un de nos aviateurs, atteint dans son appareil, dut descendre, hier, dans les lignes ennemies. Il mit le feu à son appareil et courut se cacher dans un bois. Il connaissait l'ordre de marche des troupes françaises et estimait que si tout allait bien, dans vingt minutes il serait délivré. Vingt minutes après, en effet, le bois était conquis, et l'aviateur reprenait le chemin de l'arrière.

Les Boches, qui voient à présent devant eux les kakis américains et qui ont dû se rendre par milliers à cet adversaire qu'on leur a dit médiocre, sont frappés de respect et d'inquiétude. Je n'ai recueilli, à l'égard de nos alliés américains, qu'une plainte. Elle émanait d'un divisionnaire marocain combattant avec eux : « Ils vont trop vite ! », disait-il. Dans cette bouche, quel éloge !

Emile THOMAS.

COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

Du 20 juillet (23 heures)

Le résultat de notre contre-offensiv victorieuse ne s'est pas fait attendre. Les Allemands, violemment attaqués sur leur flanc droit et au sud de la Marne, ONT ETE CONTRAINTS DE BATTRE EN RETRAITE ET DE REPASSER LA RIVIERE.

Nous tenons toute la rive sud de la Marne.

Entre Aisne et Marne, les troupes franco-américaines continuent à progresser et ont refoulé l'ennemi, qui se défend avec opiniâtreté.

Nous avons atteint PLOISY et PARCY-TIGNY, dépassé SAINT-REMY-BLANZY et ROZET-SAINT-ALBIN.

Plus au sud, nos troupes tiennent l ligne générale PRIEZ-PLATEAU NORD-EST DE COURCHAMPS.

Entre la Marne et Reims, de violents combats sont en cours, les troupes franco-britanniques attaquant avec vigueur, se sont heurtées à des forces importantes.

En dépit de la résistance acharnée de l'ennemi, nous avons gagné du terrain dans le bois de COURTON, dans l vallée de l'ARDRE et vers SAINT-EUPHRAISE.

LE CHIFFRE DES PRISONNIERS QUE NOUS AVONS FAITS DEPUIS LE 18 DEPASSE VINGT MILLE. PLUS DE QUATRE CENTS CANONS SONT TOMBES ENTRE NOS MAINS.

Du 21 Juillet (14 heures)

Ce matin, les troupes françaises sont entrées dans CHATEAU-THIERRY.

Des combats violents sont en cours au NORD et au SUD DE L'OURCQ et ENTRE LA MARNE ET REIMS. Malgré la résistance acharnée des Allemands, nous avons continué à progresser.

COMMUNIQUES ANGLAIS

Du 20 juillet (soir)

Pendant la journée, nos opérations de détail dans le secteur d'HEBUTERNE se sont poursuivies avec succès.

Sous la pression de nos troupes, l'ennemi a été contraint d'évacuer le bois ROSSIGNOL, entre Hébuterne et Bucquoy. Nous occupons maintenant ce point stratégique important.

L'ennemi a été serré de près par nos troupes et a subi des pertes.

Au cours des opérations d'hier, à METEREN, quatre cent cinquante-trois prisonniers sont tombés entre nos mains, ainsi que dix mortiers.

Du 21 juillet (après-midi)

Nous avons capturé quelques prisonniers et des mitrailleuses pendant la nuit, au cours de raids et de rencontres de patrouilles au sud-ouest DE LA BASSEE et dans les secteurs de MERVIL et de DICKEBUSCH.

En dehors de l'activité réciproque de l'artillerie en différents points, rien d'autre à signaler sur le front britannique.

COMMUNIQUÉ AMÉRICAIN

Du 20 juillet (21 heures)

Entre AISNE et MARNE, nos troupes ont encore rompu la résistance de l'ennemi, continué leur avance et fait de nouveaux prisonniers.

L'armée aérienne mène de puissantes attaques à l'avant et aux arrières

52,000 kilos de bombes sur les ennemis

30 boches abattus

Paris, 20 juillet (officiel). — Notre aviation, redoublant d'activité dans la journée du 19 et dans la nuit du 19 au 20, a multiplié les expéditions et mené un combat très dur contre les forces ennemies.

Les bombardiers franco-britanniques, prenant comme principaux objectifs les passages de la Marne, n'ont cessé d'entraver et sur certains points ont complètement arrêté le ravitaillement adverse, jouant ainsi un rôle important dans la lutte qui allait provoquer la retraite des troupes allemandes.

Attaquant à la mitrailleuse et à la bombe les concentrations de troupes que l'ennemi préparait en vue de ses contre-attaques, les colonnes et convois, ils ont fait subir à l'ennemi des pertes sérieuses sur la Marne, ainsi qu'à Oulchy-le-Château, Fère-en-Tardenois, Fismes, Bazoches et sur toute la ligne arrière de la bataille. Vingt-quatre tonnes de projectiles ont été jetées de jour et vingt-huit tonnes pendant la nuit sur les rassemblements et les voies de communication de l'adversaire. Un violent incendie a éclaté à Vouziers, plusieurs à Fère-en-Tardenois, en gare de Fismes et au sud de cette région. Des explosions ont été constatées en gare de Laon.

Pendant le même temps, nos avions d'infanterie jalonnaient l'avance de nos troupes et des chars d'assaut entre Aisne et Marne, signalaient l'arrivée des réserves ennemies et prenaient part directement à la bataille en attaquant celles-ci à la mitrailleuse.

Les nombreux combats livrés par nos équipages, en collaboration avec les Britanniques, ont obtenu de bons résultats. Vingt-six avions allemands ont été abattus ou mis hors de combat, quatre ballons captifs incendiés. Partout l'aviation allemande a pu constater le mordant des aviateurs alliés et leur supériorité.

Les exploits des Anglais

16 BOCHES ABATTUS

Londres, 20 juillet (officiel). — Dans la matinée du 19, nous avons fait plusieurs reconnaissances à longue distance et pris de nombreuses photographies en arrière des lignes ennemies; le travail d'observation d'artillerie et de bombardement a été poursuivi pendant toute la journée.

Plus de dix-sept tonnes de bombes ont été lancées sur des dépôts de munitions ennemis, des gares de chemin de fer et des aérodromes. Au cours d'un de nos raids sur un aérodrome ennemi, nos appareils ont lancé leurs bombes d'une hauteur de cent à cent cinquante pieds. Un de nos pilotes a atterri sur l'aérodrome et a balayé les hangars de sa mitrailleuse avant de reprendre son vol.

Dix appareils et six ballons ennemis ont été abattus. Sept de nos avions ne sont pas rentrés.

A la nuit, malgré un violent vent d'ouest et des nuages bas, nos appareils ont lancé quatorze tonnes de bombes sur les voies ferrées entre Mons et Valenciennes et sur les gares de Cambrai, Lille et Seclin. Un coup au but a été observé sur un train dans cette dernière gare. Tous nos appareils sont rentrés.

Mannheim, Offenburg et Oberndorff bombardés

Londres, 21 juillet (officiel). — Dans la nuit du 19 au 20 juillet, des escadrilles de bombardement ont attaqué à Mannheim les usines badoises d'aniline et de soude, les usines chimiques des frères Giulini et les Docks.

Deux aérodromes ennemis, des trains et des routes servant aux transports, ont été bombardés. Un de nos appareils n'est pas rentré.

Dans la journée, nous avons attaqué les usines et les chemins de fer d'Offenburg et d'Oberndorff; nos formations ont été violemment bombardées; trois de nos appareils ne sont pas rentrés. Deux appareils ennemis sont tombés désemparés; un a été détruit.

Des hydravions anglais bombardent jusqu'en Slesvig

Londres, 21 juillet (officiel). — Un détachement de la grande flotte, opérant le 19 juillet sur la côtedu Jutland, a transporté des avions qui ont bombardé les hangars à zeppelins de Tondern (Slesvig). Un double hangar a été complètement détruit au cours d'une première attaque; une deuxième attaque a suivi, et un grand hangar a été aperçu ayant une brèche énorme. Un autre hangar a été attaqué, contre lequel on a obtenu des coups directs, mais il a été impossible de vérifier si la destruction était complète, en raison de la fumée et à cause du violent feu des défenses ennemies.

Quatre dénos appareils ne sont pas revenus, mais on sait que trois d'entre eux ont atterri en Danemark. Tous nos bâtiments sont rentrés indemnes.

Nota. — Le Slesvig, province prise par l'Allemagne au Danemark en 1864, relie la presqu'île du Jutland à l'Allemagne continentale. Il est à plus de 500 kilomètres de la côte anglaise.

La mort de Quentin Roosevelt confirmée

Washington, 21 juillet. — La mort de Quentin Roosevelt ayant été donnée comme certaine de source allemande, le président Wilson a envoyé à Théodore Roosevelt un télégramme de condoléances.

Les lâchetés des marins boches

Paris, 20 juillet. — Les bateaux pêcheurs « N.-2016 » et « N.-2139 » de Douarnenez se trouvaient, le 2 juillet, à deux heures de l'après-midi, à environ 18 milles ouest-nord-ouest d'Ouessant. Ils étaient à un mille l'un de l'autre et attendaient la nuit pour mettre à la mer leurs filets. A ce moment apparut un sous-marin allemand, qui approcha du « 2139 » et, arrivé à 300 mètres, le canonna sans sommation. Un obus tua le matelot Raymond Bonizeu en lui broyant le bras droit et sectionnant le corps à hauteur de l'épaule; le patron, Nicolas Belbeach, atteint d'un éclat d'obus à la tête, mourut dans la journée. Le reste de l'équipage se blottit alors au fond de la barque qui eut beaucoup à souffrir. Au bout de vingt minutes, le sous-marin cessa de tirer sur le « 2139 » et gouverna sur le « 2016 », qui fut à son tour mitraillé à petite distance.

Les hommes du petit bateau sans défense levèrent les bras, puis se couchèrent à plat sur le pont; ils essuyèrent ainsi une quinzaine de coups de canon de 120 tirés à 2 minutes d'intervalle, il y eut un blessé et des avaries. Aucun prétexte militaire ne peut être invoqué pour essayer de justifier cette agression d'une unité militairement commandée contre des pêcheurs absolument inoffensifs, et c'est un forfait de plus à l'actif d'un ennemi dont les actes de sauvagerie ne se comptent plus.

Tout récemment encore, nouvelle infamie : après avoir torpillé le vapeur français « Lyndianne », dans la nuit du 15 au 16 juillet au nord de l'Espagne un sous-marin allemand a détruit les embarcations où avaient pris place l'équipage, et quelques hommes seulement purent être sauvés, notamment grâce à un torpilleur espagnol.

NICOLAS II

a été fusillé le 16 juillet

Londres, 20 juillet. — Un radiotélégramme du gouvernement russe

M. Malvy devant la Haute-Cour

Fin de l'audience du samedi 20 juillet

INCIDENTS

L'audience publique est reprise à deux heures, et le **procureur général**, revenant sur l'incident du propos attribué à l'amiral Lacaze « Malvy nous trahit », confirme que, comme il l'avait déclaré dans l'audience à huis clos, l'acusation ne retiendra pas ce propos.

M. Monis, président de la commission d'instruction : M. Ibarnegarray a déclaré que le propos avait été tenu non par l'amiral Lacaze, mais par son chef de cabinet et qu'il ne pouvait avoir la portée qu'on lui donnait. Dans ces conditions, la commission d'instruction, n'a pas cru devoir retenir le fait contre M. Malvy.

M. Henry Michel insiste cependant pour que l'amiral Lacaze soit entendu; mais la défense, renonçant à l'audition de M. Ybarnegaray et de l'amiral Lacaze, l'incident est clos.

Avant de reprendre l'audition des témoins, le **procureur général** tient à faire constater que renseignements pris au ministère de l'intérieur, l'accusation portée par M. Malvy contre M. Perrette, le fonctionnaire de la Sûreté générale qui réunit les documents au Livre rouge, d'avoir falsifié une des pièces, est erronée.

Le président fait alors introduire M. Painlevé, qui prête serment.

M. PAINLEVÉ

M. Painlevé a été le collègue de M. Malvy depuis octobre 1915 jusqu'à mi-décembre 1916, puis depuis mars 1917 à fin août de la même année. Comme président du conseil, il a eu à connaître les accusations de M. Léon Daudet. « Mais à ce moment, c'est-à-dire lorsque j'étais président du conseil, M. Malvy n'était plus ministre de l'intérieur. C'était M. Steeg qui occupait ce poste. »

M. Painlevé arrive immédiatement à la lettre de M. Daudet au président de la République et comme il se dispose à lire cette lettre le **président** lui fait remarquer que les témoins ne peuvent pas lire leur déposition.

M. Painlevé : Mais c'est un document indispensable.

Le président : S'il y a lieu, j'en donnerai la lecture.

M. Painlevé : Il me semble que.....

Le président : Faites votre déposition. Ce n'est pas vous qui dirigez les débats. (Murmures dans la salle.)

Le président fait lire par un greffier la lettre de M. Daudet à M. Poincaré accusant M. Malvy de trahir la France.

M. Painlevé reprend alors : Je pensais que cette lettre viendrait forcément à la connaissance du public, mais M. Daudet avait peut-être été victime d'un faux dossier, comme celui de l'affaire Norton. Je convoquai donc M. Daudet. Je lui dis : « Il est impossible que vous croyiez ce que vous avez écrit. » Il me répondit que si. Je lui dis alors : « Vous vous êtes hypnotisé en critiquant M. Malvy. » Et M. Daudet maintient ses accusations, se basant sur les faits qu'il vous a exposés. Je prescrivis une enquête. Vous en connaissez les résultats. Votre information les a confirmés. Rien ne restait de ces effroyables accusations de trahison. La plus effroyable, celle qui frappa le plus l'opinion, c'était d'avoir livré les plans d'attaque du Chemin des Dames; vous savez qu'il ne reste rien de ces accusations.

En effet, la grande attaque du plateau de Craonne était décidée depuis le mois de décembre. Elle avait fait l'objet de communications avec le grand quartier anglais. On en parlait dans les salles de rédaction, dans les salons, partout. Le général Mazel signalait au général Duchesne les immenses préparatifs allemands pour contrecarrer cette attaque. Le général Micheler faisait des communications identiques au général Nivelle. Enfin, le repli allemand sur la fameuse ligne Hindenburg montre bien que les Allemands connaissaient nos préparatifs. L'article de l'« A. B. C. » dont M. Daudet a fait état pouvait donc bien dire que les Allemands connaissaient nos préparatifs.

M. Daudet avait accusé M. Malvy d'être entré dans le comité de guerre pour renseigner l'ennemi. Eh bien ! c'est le parti radical-socialiste qui exigea dans le cabinet Ribot qu'un de ses membres entrât dans le comité de guerre. (Bruits divers.) Il était naturel que ce grand parti fût représenté au comité. M. Malvy y entra presque contre son gré, et il fut toujours exact à son devoir. Le gouvernement décida donc, à l'unanimité, de ne pas laisser l'opinion sous le coup de l'effroyable cauchemar qu'un ministre depuis trois ans avait trahi la France et, à l'unanimité, approuva le communiqué à la presse déclarant que les accusations de M. Daudet n'étaient pas fondées.

A la demande de membres de la Cour, un greffier lit ce communiqué.

La lecture terminée, **M. Painlevé** reprend : Je conclus de cet incident que rien ne peut justifier les accusations de M. Daudet au sujet du Chemin des Dames. J'ajoute que le communiqué du gouvernement a été entièrement confirmé par l'enquête de la commission de la Haute-Cour. Cela est fort heureux; il n'y a pas eu dans le gouvernement un ministre de l'intérieur qui aurait été un traître.

Puis, M. Painlevé aborde la question des mutineries, et c'est encore pour se faire l'avocat de M. Malvy, qu'il défend avec chaleur. J'ai la conviction complète, dit-il, que M. Malvy n'a aucune responsabilité dans les mutineries militaires. Je le dis, car agir autrement serait une lâcheté. Je ne suis pas de ceux que fait taire la peur abjecte de la calomnie. J'ai vécu l'époque tragique des mutineries jour par jour, heure par heure. Je rends hommage au dévouement inlassable, au sens profond des responsabilités du général Pétain, qui a su rendre si rapidement à l'armée sa puissance d'attaque. Il y a eu un accord étroit et complet entre le général Pétain et le gouvernement tout entier, y compris M. Malvy.

M. Painlevé indique quelles furent, à son avis, les causes profondes des mutineries : la première qu'il indique est la déconvenue produite dans l'armée par l'échec de l'offensive du 16 avril 1917. Il est ainsi amené à s'expliquer sur le rôle de son gouvernement et l'Assemblée se fait plus attentive.

M. Painlevé : Une désillusion amère s'empara des nos troupes du front; viennent des récriminations, des plaintes, des cris de colère. Puis, l'émotion gagna l'arrière. Il n'y eut d'ailleurs aucune intervention du comité de guerre ni du ministre de la guerre dans la semaine du 16 au 23 avril pour interrompre l'offensive. D'autre part, les troupes souffrirent de l'absence et de l'irrégularité des permissions. Pour les calmer, on accorda des milliers et des milliers de permissions.

Le général Pétain demandait qu'on revînt aux cours martiales. Il aurait fallu une loi, c'est-à-dire une discussion publique, ce qui eût renseigné l'ennemi. Mais le ministre de la guerre pouvait de son autorité supprimer le droit de révision et de grâce, c'est ce que j'ai demandé au conseil des ministres. Grâce à la sagesse du général en chef, cette mesure si dure fut appliquée dans très peu de cas et le danger fut écarté. L'effervescence se calma très vite et dès l'été je pouvais demander à l'armée de nouveaux efforts, et ce furent les brillantes victoires de Bixschoote, du Mort-Homme, de l'Ailette. Si elle avait été profondément atteinte par une propagande défaitiste encouragée par les gouvernements aurait-on en quelques semaines obtenu un tel rétablissement ? La politique suivie avait donc été sage.

En ce qui concerne les grèves, M. Painlevé estime que la politique de M. Malvy, grâce à laquelle il n'y eut aucun trouble grave, a eu de très heureux résultats.

Le procureur général : N'avez-vous pas eu le sentiment que toutes ces mutineries éclatant ensemble dans l'armée menaçaient la sécurité du pays ?

M. Painlevé : Ces mutineries n'ont pas éclaté toutes ensemble, mais à des jours différents, à des endroits éloignés. Les mesures que nous avons prises ont amené les permissions, les repos, l'amélioration des cantonnements; elles ont toutes été d'ordre militaire. Le bien-être intéresse autrement le soldat que les questions politiques. La défaillance militaire a été complètement guérie par des mesures militaires.

M. le procureur général : Vous avez lu les réquisitions. Avez-vous connu tous les faits que je reproche à M. Malvy, et qui figurent dans l'acte d'accusation ?

M. Painlevé : Pour Sébastien Faure, j'ai tout ignoré; pour le « Bonnet-Rouge », il en est pour ainsi dire de même. Je ne l'ai connu que pour le supprimer. Je n'ai jamais connu Almereyda.

Le **procureur général** pose encore quelques questions à M. Painlevé sur différents faits de défaitisme relevés par l'accusation, mais M. Painlevé n'y répond pas d'une manière très nette.

M. MAGINOT

Après une courte suspension d'audience, M. Maginot, député, ancien ministre, est introduit et prête serment.

M. Maginot : J'ai eu à connaître de l'affaire Malvy pour la première fois lorsque M. Daudet est venu me voir alors que j'étais ministre, le 26 juin 1917, pour me dire que M. Malvy était un traître. L'entretien dura une heure environ. M. Daudet me dit que M. Malvy était un nouveau Bazaine; il le compara à Sturmer.

Il me parla des gens du « Bonnet Rouge » comme d'agents de l'ennemi, de Margulies, de Routier. Quant à M. Malvy, il le considérait comme le chef de ces gens qui étaient au sommet de l'espionnage en France. Il formulait des accusations avec une tranquillité parfaite, mais n'apportait d'autre preuve que la lecture de son carnet.

Il me dit encore que M. Malvy allait tous les dimanches à Vaucresson pour se rencontrer avec l'agent allemand Junot. Je fus troublé. M. Daudet se disait certain de son fait. Le lendemain, j'allai voir le président du conseil, M. Ribot. Il fut d'avis que M. Daudet donnait facilement crédit à des renseignements inexacts. Ce fut aussi l'avis de M. le Président de la République. M. Poincaré me dit qu'il n'avait pas de raison de ne pas considérer M. Malvy comme un bon Français, qui avait rendu des services au pays comme ministre.

Je dois dire ce que je pense des accusations portées contre M. Malvy. Il est effrayant d'avoir besoin de défendre un ministre d'avoir livré le plan du Chemin des Dames. Alors que jamais un membre du Comité de guerre, sauf peut-être le ministre de la guerre, n'a eu en communication le plan d'attaque.

On dit que M. Malvy a favorisé les mutineries militaires. Si c'est vrai, qu'on le prouve. A mon avis, les mutineries sont dues à l'échec de l'offensive, ou plutôt de la façon dont on a exagéré cet échec. On a parlé de boucheries. Cela a déterminé des révoltes. Quant au rôle général de M. Malvy comme membre du Comité de guerre, je ne puis que dire qu'il nous a toujours paru animé des meilleures intentions, montrant un grand souci des intérêts nationaux. Les accusations de trahison portées contre lui à l'occasion de son passage au Comité de guerre ne reposent sur rien.

Et M. Maginot conclut : Si par camaraderie M. Malvy a favorisé des traîtres, qu'on le condamne ! Si l'accusation est mal fondée, qu'on le dise nettement. Il n'y a d'intérêt pour personne à laisser plus longtemps traîner dans la boue le nom d'un ancien ministre français.

M. BERENGER

C'est le sénateur Henry Bérenger qui remplace à la barre M. Maginot. Il expose comment, étant rapporteur à la commission de l'armée pour la question des menées antipatriotiques, il eût à chercher la vérité sur l'agitation qui se produisait dans le pays et dans l'armée, et fut ainsi amené à entendre M. Léon Daudet et à lui communiquer une note relatant sur le témoignage de plusieurs militaires, des faits importants de mutineries qui s'étaient produits à Cœuvres, particulièrement en ce qui concerne les distributions gratuites et abondantes de vin aux soldats et d'autre part, la présence d'agents provocateurs munis de cartes d'agents de la Sûreté. C'est cette note qui cependant n'incriminait en rien M. Malvy, dont M. Daudet se servit contre l'ancien ministre de l'intérieur.

M. Bérenger : Je regrette l'usage que fit M. Daudet de cette note. Quoi qu'il en soit, je ne comprends pas la présence d'agents de la Sûreté parmi les citoyens en armes. Le gouvernement ne m'avait pas communiqué le rapport le plus important, celui du colonel Dussauge, qui commandait les régiments mutinés. Ce rapport disait qu'il paraissait y avoir une organisation occulte qui avait déclanché un mouvement concerté dans les régiments.

Cette organisation occulte n'a pas été assez recherchée. Je m'étonne que, dès 1917, le gouvernement n'ait pas ordonné une enquête sur des faits dénoncés par le ministre de la guerre et le généralissime lui-même. La présence de M. Mavy n'apparaît nulle part. C'est un ensemble de personnalités qui pourrait être évoqué.

L'affaire du Chemin des Dames, je ne l'ai jamais connue. Je ne puis que confirmer tout ce que contient mon rapport et en maintenir les conclusions.

M. Malvy : Je voudrais faire une simple remarque. M. Bérenger a parlé des agissements d'un agent de la Sûreté, au cours des mutineries militaires. Cet agent était attaché à la 6e armée. Or, les agents de la Sûreté aux armées ne dépendent en rien de l'intérieur.

Le procureur général : Vous vous référez complètement, pour tous détails en ce qui concerne la propagande défaitiste, à votre rapport à la commission de l'armée ?

M. Bérenger : J'ai écrit mon rapport de bonne foi. Cependant, je ne puis garantir que tout y soit. Je demande, si ce rapport est versé aux débats, que mon rapport sur l'offensive du 16 avril soit joint.

Le procureur général : N'avez-vous pas éprouvé des difficultés à obtenir des documents ?

M. Bérenger : Oui.

Le procureur général : Avez-vous constaté de la part de l'autorité gouvernementale des défaillances ?

M. Bérenger : Oui, et même des complaisances.

Le procureur général : Et qui entraînaient des responsabilités ?

M. Bérenger : C'est la conclusion même de mon rapport. Je crois que les conclusions de la sous-commission sénatoriale faisaient remonter les responsabilités à l'ensemble des autorités gouvernementales qui n'auraient pas assez surveillé le contrôle de la sûreté nationale.

On a dit que c'était l'échec de l'offensive qui avait amené les mutineries. Le fait d'avoir exagéré l'importance de cet échec et d'avoir frappe deux généraux victorieux, dont l'un vient de remporter une nouvelle victoire, a eu les plus graves conséquences. Je demande la lumière aussi sur tous ces faits. (Mouvements.)

M. le Procureur général : Il est inutile de joindre à ce débat des pièces qui ne seraient pas nécessaires.

M. le Président : Les deux rapports seront versés à la procédure

Le procureur général : Avez-vous constaté qu'une propagande criminelle a eu dans l'armée de graves répercussions ?

M. Bérenger : La situation a été plus grave puisque le ministre de la guerre d'alors a déclaré que plusieurs corps d'armée avaient été contaminés. Je m'étonne qu'aucune instruction n'ait été ouverte dès le mois de juillet 1917.

Le témoin se retire.

L'audience est levée et renvoyée à lundi.

M. MAURICIUS DEMANDE A ETRE ENTENDU

M. Mauricius, directeur de « Franchise » et ancien collaborateur de Sébastien Faure à « Ce qu'il faut dire », vient d'adresser au président de la Cour de justice une lettre dans laquelle il proteste contre le passage du rapport de M. Pérès concernant la conférence qu'il fit à Bourges. Il se déclare, d'autre part, atteint profondément dans son honneur par l'incroyable et incompréhensible défense de M. Malvy et sollicite d'être entendu par la Haute-Cour à titre de témoin.

Tirages Financiers

DU 20 JUILLET

VILLE DE PARIS 1871

Le numéro 1,012,612 gagne 100,000 francs.
Les deux numéros suivants gagnent chacun 50,000 francs.

837,949 et 851,072

Les dix numéros suivants gagnent chacun 10,000 francs :

844,842	1,222,601	446,478	294,050	582,390	1,014,212
	1,206,539	1,094,739	766,454	746,788	

Les soixante-quinze numéros suivants gagnent chacun 1,000 francs :

836,721	412,385	688,094	1,251,840	1,175,414	790,492	
1,094,755	856,179	1,079,574	26,508	131,842	935,087	
107,128	1,146,033	107,457	46,844	336,708	626,230	
446,516	1,236,474	73,184	237,923	788,641	263,540	
1,078,612	369,284	1,040,260	515,216	1,170,847	891,196	
421,197	679,712	1,126,118	667,881	111,660	696,720	
1,026,133	115,822	1,046,301	263,532	601,237	1,244,058	
562,858	817,357	111,523	691,106	769,352	750,163	
567,762	203,309	921,152	261,946	353,427	921,803	
1,061,119	531,104	647,000	1,031,945	837,320	690,592	
466,067	1,135,424	837,313	26,506	586,978	961,533	
1,234,592	827,889	750,145	1,263,238	1,046,530	550,105	
332,310	535,733	279,517				

4,912 numéros sont remboursables à 400 fr.

LA BATAILLE

Comment avoue le communiqué allemand

Zurich, 20 juillet. — Le communiqué allemand de cette après-midi s'efforce naturellement de diminuer l'importance du succès franco-américain entre l'Aisne et la Marne. Il reconnaît que la « bataille suit son cours entre les deux rivières. L'ennemi a attaqué de nouveau sur tout le front de combat en vue d'une percée. Aux premières heures du matin les chars d'assaut ont pénétré dans les éléments de nos lignes avancées. »

Il s'efforce ensuite de présenter l'opération comme ayant abouti à un échec des troupes franco-américaines. Cependant il est obligé de reconnaître que celles-ci sont parvenues sur les hauteurs au sud-ouest de Soissons, à l'ouest de Hartennes, à l'est de Neuilly-Saint-Front et au nord de Château-Thierry

Le bulletin de l'état-major impérial annonce également l'évacuation de la rive sud de la Marne par les troupes allemandes.

Il présente cet événement de la façon suivante :

« Pendant la nuit, nous avons ramené sur la rive nord de la Marne les troupes qui se trouvaient sur la rive sud.

Enfin le communiqué allemand signale une « recrudescence de l'activité des Anglais dans le secteur du groupe d'armées du kronprinz Ruprech ». En face de Meteren, ajoute-t-il, au nord de Merrin et au sud de Vieux-Berquin, l'ennemi a attaqué dans la matinée. Il a pris pied à Meteren.

En battant en retraite, les Allemands ont atteint leur but, disent-ils !

Amsterdam, 21 juillet. — Un télégramme officieux de Berlin tente d'expliquer le dernier échec allemand :

« Le haut commandement, dit-il, avait plusieurs buts en traversant la Marne, et tous ont été atteints (sic). Le premier était d'élargir le front d'attaque pour un nouveau coup des deux côtés de Reims et tenir en respect d'importantes forces ennemies. De plus, l'attaque sur la rive droite de la Marne, si menaçante pour l'ennemi, devait fournir un prétexte à la contre-offensive française depuis si longtemps attendue, et qui a échoué (sic), puisqu'elle n'a pas réussi à percer nos lignes. »

Le télégramme ajoute avec quelque naïveté : « Les troupes allemandes combattant sur la rive droite de la Marne ont donc entièrement accompli leur tâche. Les y laisser plus longtemps n'est pas nécessaire; le haut commandement peut les retirer sur la rive gauche pour une nouvelle et plus importante besogne. »

Hommages boches à nos armées

Copenhague, 20 juillet. — Le journal « Social Demokratik » rend hommage pour la première fois aux armées françaises et alliées et déclare que les Allemands éprouveront une déception profonde qui justifiera la politique et les dernières déclarations de M. Kuhlmann.

Les Italiens dans la bataille

Rome, 20 juillet. — Une note officieuse expose que l'un des secteurs les plus importants de la zone ouest de Reims a été confié aux troupes italiennes. Tandis que les alliés fermaient la vallée de la Marne au nord-ouest d'Epernay par des troupes italiennes en liaison avec des unités françaises, luttant avec une inébranlable ténacité contre des forces de beaucoup supérieures, appuyées d'un feu d'artillerie d'une extrême violence et de nombreux tanks, les troupes italiennes barraient la voie de l'Ardre, résistant avec acharnement, infligeant de grandes pertes à l'ennemi.

Elles contre-attaquèrent avec un élan incomparable. Précisément dans la journée du 17, elles étaient en train de contre-attaquer quand elles furent à leur tour attaquées par de nombreuses et nouvelles forces allemandes. Après diverses alternatives de très violents combats, l'ennemi fut repoussé.

Nos pertes sont sensibles en raison de la longue et dure bataille; mais elles sont largement compensées par l'importance du résultat atteint.

Un succès des Italiens DANS LE TRENTIN

Ils enlèvent deux cimes

Rome, 20 juillet (officiel).

Dans la région de l'ADAMELLO, nos détachements avec un grand élan ont enlevé à l'ennemi le mont Stablel (cote 2868) et réoccupé complètement le Corno di Cavento (3,401 mètres), sur lequel les Autrichiens avaient réussi partiellement à se maintenir le 15 juin.

L'adversaire a laissé beaucoup de morts sur le terrain de la lutte et de nombreux prisonniers entre les mains de nos hommes, qui ont capturé, en outre, une grande quantité d'armes et du matériel.

Sur le reste du front, on n'a eu que des actions d'artillerie, plus intenses à intervalles dans le VAL CAMONICA.

Dans la nuit du 18 au 19, l'adversaire, après une violente reprise de feux étendue sur plusieurs parties du front, a attaqué nos positions à l'ouest de la cote 1050. Nos troupes ont vaillamment soutenu le choc de l'ennemi et l'ont contre-attaqué, l'obligeant à se replier en désordre.

ALBANIE. — Sur les hauteurs de MALI SILOVES, dans la courbe du Doveli, nos groupes, par des actions d'avant-postes, ont obligé l'adversaire à reculer.

Une nouvelle offensive autrichienne en préparation

Rome 20 juillet. — Les Autrichiens ne resteraient pas longtemps inactifs sur le front italien. Dans les milieux compétents, on pense que l'ennemi déclanchera sa nouvelle attaque dans la zone montagneuse.

L'avance franco-italienne en Albanie

Du front albanais, réexpédié de Salonique, 20 juillet. — Les Français, malgré une chaleur étouffante, ont poursuivi leur progression en liaison complète avec les Italiens, dont les colonnes légères et la cavalerie, très au nord-est de Bérat, occupaient de nombreux villages, les purgeaient de toute présence indésirable, et finalement poussaient leurs reconnaissances au delà du Devoli.

D'un autre côté, après avoir occupé Méran, nous avons atteint le mont Tizec, et nos reconnaissances commencent à explorer les premières pentes du versant occidental du Gora, dont nous avons récemment occupé presque tout le versant oriental.

La Guerre sous-marine

Un paquebot anglais torpillé

Londres, 20 juillet. — Le paquebot « Carpathia » allait partir sans passagers ni cargaison lorsqu'il fut torpillé. Le projectile tua cinq marins dans la chaufferie. Le reste de l'équipage, soit une cinquantaine d'hommes, se réfugia dans les chaloupes et fut recueilli deux heures après.

Un cargo américain coulé

Washington, 20 juillet. — Le cargo américain « Westover », de 5,000 tonnes, qui se rendait en Europe, a été torpillé le 11 juillet. Dix personnes ont disparu.

En Russie

L'expédition allemande en Mourmanie serait ajournée

Copenhague, 20 juillet. — Il semble que l'opération allemande vers la côte mourmane soit ajournée. Des cas d'indiscipline se sont produits dans l'armée finlandaise, qui ne manifeste aucun désir de prendre part à une expédition. Or, l'Allemagne entendait bien fournir peu d'hommes et faire exécuter cette pénible agression par les Finlandais.

Le plan ennemi doit être actuellement le suivant : le 20 juillet commencent les pourparlers de paix entre la Finlande et les bolcheviks. Le Sénat d'Helsingfors demandera la cession de la presqu'île de Pola et de la Carélie occidentale. Les bolcheviks consentiront naturellement, et alors la Finlande pourra sommer les alliés de se retirer d'un territoire qui lui a été cédé; le refus étant certain, un conflit s'ensuivra.

Tel est le plan de l'Allemagne.

LE GENERAL ALEXEIEFF ETABLIT UN AUTRE GOUVERNEMENT SIBERIEN

Tokio, 20 juillet. — Le général Alexeieff, ancien généralissime des armées russes, a établi entre Tomsk et Nijneudinsk un nouveau gouvernement, qui coopérera avec ce lui du général Horvat.

LES COSAQUES DE L'OUSSOURI ATTAQUENT LES BOLCHEVIKS

Tokio, 20 juillet. — On apprend de Sibérie que le général des Cosaques de l'Oussouri, ayant échappé aux maximalistes, a rassemblé une armée, a attaqué et capturé un train blindé muni de canons. Il a poursuivi l'ennemi. Les Cosaques locaux se sont joints à lui. Son armée arrivée dans le nord-ouest, il a engagé une autre bataille le 6 juillet contre 3,000 maximalistes et 1,300 Austro-Allemands.

LES BOLCHEVIKS EN RETRAITE

Washington, 19 juillet. — Les Tchéco-Slovaques tiennent la ligne du Transsibérien, de Vladivostok à Penza; ils sont accueillis partout avec enthousiasme par les populations. Les bolcheviks évacuent promptement les localités devant lesquelles ils se présentent. Les troupes tchèques n'ont rencontré de résistance vraiment sérieuse que de la part des prisonniers de guerre austro-hongrois

BORDEAUX

1

Il y a un an

22 JUILLET 1917

Au Sénat, débat au sujet des menées pacifistes. Discours de M. Clemenceau.

En Russie, le procureur de Pétrograd lance un mandat d'amener contre Lenine et les meneurs maximalistes.

En Méditerranée, une force navale japonaise détruit un sous-marin allemand.

Avec l'approbation du gouvernement grec, le gouvernement serbe décide de se transporter à Salonique.

La fête nationale belge

Dimanche 21 juillet a été célébrée, à Bordeaux, la Fête nationale belge. Tous nos concitoyens ont tenu à manifester leur sympathie pour l'héroïque petit pays qui, en 1914, se dressa le premier contre les barbares. Des drapeaux belges ont été arborés sur les édifices publics et sur un grand nombre d'immeubles particuliers.

Le matin, à onze heures, devant toute la colonie belge de notre ville, qui emplissait la grande nef de la cathédrale, un « Te Deum » solennel a été chanté, sous la présidence de S. E. le cardinal Andrieu, archevêque de Bordeaux. M. Olivier Bascou, préfet de la Gironde; M. Charles Gruet, maire de Bordeaux; le général commandant la 18e région; le capitaine Mulders, commandant le recrutement belge; les consuls des puissances alliées, le président de la Société belge du Sud-Ouest, étaient présents ou représentés. Différents artistes se sont fait entendre, et une allocution patriotique a été prononcée

Dans toutes les rues, les enfants des écoles ont vendu la fleur de S. M. la reine Elisabeth, au profit des œuvres de bienfaisance et notamment des prisonniers belges en Allemagne. La vente a été très fructueuse, et, dès midi, tous les promeneurs arboraient le myosotis à leur boutonnière.

Le Comité départemental des Sociétés de préparation militaire de France avait organisé un superbe défilé de toutes les Sociétés d'éducation physique de notre ville. Ce défilé a failli être gâté par le temps incertain. Il s'est toutefois mis en marche, un peu en retard sur l'horaire, et a obtenu un vif succès. Des applaudissements nourris ont salué les futurs soldats, qui marchaient crânement derrière leurs musiques et leurs drapeaux.

Centenaire de la Société linnéenne de Bordeaux

(1818-1918)

Le 25 juin 1818, deux professeurs de botanique des plus distingués de Bordeaux, MM. Raymond Dargelas et J.-F. Laterrade, avec un groupe de leurs élèves, futurs médecins ou pharmaciens, au cours d'une excursion d'herborisation, se réunissaient dans la lande d'Arlac et venaient se reposer à l'ombre d'un saule placé sur une petite éminence de terrain, au centre d'une espèce de rotonde formée par le ruisseau le Peugue. Au levant, un rideau de jeunes pins hornait le site qui était charmant. La solitude était absolue et s'étendait au loin. A l'horizon s'estompait la silhouette des tours de la cathédrale Saint-André.

Laterrade, dont le souvenir est toujours vivant dans le monde savant bordelais, développa le projet qu'il caressait de grouper les « linnéens » locaux, et, après avoir résolu de célébrer chaque année une fête en l'honneur de Linné, on décida de fonder une Société qui prendrait le titre de « Société linnéenne d'émulation », et qui n'aurait pour devise qu'un seul mot : « Crescam » (je croîtrai).

Telle est l'origine de la Société linnéenne de Bordeaux, qui se développa avec une extraordinaire rapidité, groupant tous les botanistes de la ville et de la région, et créant d'importantes sections, non seulement dans le département de la Gironde, mais aussi en France et même dans nos colonies. Moins de dix ans après, elle comptait quatorze filiales disséminées dans les deux hémisphères.

En 1826, elle prit définitivement le titre de « Société linnéenne », et Laterrade, qui, après en avoir été l'initiateur, y occupait les fonctions de directeur en même temps qu'il remplissait celles de secrétaire général de la Société Philomathique, continua à en être l'âme. En 1828, elle obtint le grand honneur d'être déclarée d'utilité publique, tandis que les nombreuses sections qu'elle avait fondées étaient érigées en Sociétés distinctes et correspondantes.

La Société linnéenne de Bordeaux fut la première créée en France. Une seule existait avant elle, celle de Londres.

L'impulsion qu'elle donna à l'étude de la botanique fut considérable. Parmi les créations dues à son initiative, nous citerons celle, le 28 avril 1829, d'un marché aux fleurs à Bordeaux. Elle concourut aussi à la fondation du Comice agricole et de la Société d'agriculture de la Gironde, et, sous ses auspices, la Société d'horticulture organisa des concours, créa des prix, etc.

Chaque année, les linnéens se réunissaient, le 25 juin, sous le saule d'Arlac. On discourait, on lisait des vers, on commémorait la fondation de la prospère et belle Association, et l'on rappelait avec un légitime orgueil que c'est à elle que l'on était redevable de la constitution de toutes les Sociétés linnéennes fondées depuis...

Cependant, le saule qui avait vu naître la Société, rongé par l'âge, menaçait de disparaître. Les linnéens bordelais eurent la pieuse pensée d'en prendre des boutures, qu'ils plantèrent au jardin botanique de l'enclos des Chartreux, disparu il y a quelques années, et qui ont sans doute donné aussi naissance aux saules du Jardin-Public actuel.

Les membres de la Société se groupèrent encore en 1848 à Arlac, mais la tradition se perdit peu à peu... Les linnéens bordelais ont eu à cœur de la faire revivre cette année, afin de célébrer le centenaire de l'institution dont ils ont maintenu l'importance scientifique.

Ils ont retrouvé près des Echoppes, à droite du chemin vicinal n. 12, qui prolonge le chemin de Bethmann (où se cache à Carreire notre riche musée d'art ancien), au bas du domaine de Haut-Brion, la prairie d'Arlac — qu'entourent deux bras du Peugue et que bordent des bois de pins — où leurs aînés se reposèrent en 1818.

Le site historique est bien changé. Ce n'est plus le coin perdu et solitaire d'antan. Partout le terrain est bouleversé. Le haut talus du chemin de fer de ceinture borne la vue au sud et à l'ouest. Sur le chemin poussiéreux, vers Bordeaux,, les maisons s'alignent déjà nombreuses, et les bords du ruisseau, qui ont quelque peu perdu de leur poésie de jadis, sont constamment envahis par la foule des promeneurs... ou des pêcheurs de grenouilles. Dans quelques années, ce sera certainement un populeux quartier de Bordeaux.

Les linnéens s'y sont donc réunis le dimanche 30 juin 1918, après avoir, comme le faisaient leurs prédécesseurs, excursionné et herborisé aux environs. Le président intérimaire, M. Armand Bardié, remplaçant le président M. Llaguet, chevalier de la Légion d'honneur, en ce moment mobilisé, a, en son nom et au nom de ses collègues, salué le berceau de la Société linnéenne et exprimé la reconnaissance de tous envers les hommes qui la fondèrent. Il a ajouté que les événements actuels ne permettent pas d'organiser, à l'occasion de ce centenaire, la manifestation qui conviendrait à sa célébration, mais qu'il avait la conviction qu'un jour viendra, prochain, où, en compagnie des camarades partis pour la défense du pays, il sera permis de fêter, avec la glorification de la France, les cent ans dont la Société linnéenne est fière.

Comme jadis, on a lu des vers; on a beaucoup discouru; on a retracé le chemin parcouru, l'œuvre réalisée, le bien accompli; on a exposé la situation actuelle de la Société, dont les membres sont au nombre de 115, dont la bibliothèque, très consultée, ne compte pas moins de 18,000 ouvrages, et dont les très instructives et savantes publications, jamais interrompues, en sont aujourd'hui à leur soixante-dixième volume.

Enfin, jetant un regard au delà de l'espace et du temps, on a vu, dans un rêve lumineux, le deuxième centenaire de la Société qui, ainsi que le disait Laterrade à la quatrième réunion d'Arlac, « si simple dans son origine, si noble dans son but, si grande dans ses résultats, se propage et se perpétue... »

G. B.

Affichage du prix des denrées

Il est rappelé aux chefs de maison du commerce au détail de l'alimentation, ainsi qu'aux hôteliers et restaurateurs, qu'à partir du 22 juillet courant entrera en application le décret du 30 juin 1918 sur l'affichage et le contrôle des prix de vente au détail de certaines denrées de première nécessité, ainsi que des prix des repas dans les hôtels et restaurants.

Un arrêté préfectoral en date du 8 juillet courant a rendu les dispositions de ce décret applicables dans toutes les communes de moins de 3,000 habitants et prescrit en même temps que dans toutes les communes où séjournent des troupes alliées, les indications de prix en monnaie française devront également être faites en monnaie équivalente du pays des militaires alliés cantonnés dans ces communes.

Le décret et l'arrêté précité, ainsi que le tableau des denrées et substances dont le prix de vente au détail doit être affiché dans les magasins en vertu de l'article 2 du décret, ont été imprimés en placard et affichés dans toutes les communes du département, où les intéressés peuvent en prendre connaissance

Vente de pommes de terre

La préfecture nous adresse la communication suivante :

« La section des pommes de terre de l'office technique du ravitaillement ayant fixé le prix maximum de vente à Paris des pommes de terre primeurs à 50 fr. les 100 kilos en gros, et à 0 fr. 60 le kilo au détail. M. le Ministre de l'agriculture et du ravitaillement a, par décision du 18 juillet courant, rendu ces prix applicables dans toute la France.

» Dans la Gironde, les pommes de terre de la récolte de 1918 pourront donc jusqu'à nouvel avis être vendues au-dessous des prix susindiqués, mais non au-dessus.

» Ces prix devront être affichés par les détaillants dans les conditions prévues par le décret du 30 juin 1918, et en cas de non-affichage ou si les pommes de terre étaient mises en vente à un prix supérieur à 0 fr. 60 le kilo, les infractions seraient relevées par des procès-verbaux qui seraient transmis au parquet pour que des poursuites puissent être exercées contre les coupables par application de la loi du 10 février 1918. »

Légion d'honneur

Est inscrit au tableau spécial de la Légion d'honneur, à compter du 10 juillet, pour officier, M Paul-Joseph Bergon, chef d'escadron d'artillerie à la manufacture d'armes de Châtellerault.

Retards de trains

Par suite du déraillement d'un train à Poitiers, ainsi que nous l'avons annoncé, l'express de Paris, qui devait arriver samedi matin à sept heures, n'est entré en gare Saint-Jean qu'à une heure et demie, dimanche matin.

Tous les autres convois de la ligne Paris-Bordeaux continuent à subir des retards, mais moins importants.

PRIOR

« Roy des Mousseux »
« Mousseux des Roys »

Adr. Priori-Nantes

Arrivée de rapatriés

Neuf cent cinquante-huit rapatriés venant des régions du nord sont arrivés, dimanche matin, à dix heures, en gare Saint-Jean. Deux cents ont été laissés à Bordeaux. Le reste du contingent a été dirigé sur Blaye, sur les Hautes et les Basses-Pyrénées.

Wagons incendiés

Vendredi soir, un train de marchandises allant de Bordeaux à Toulouse, allait entrer en gare de Portets, lorsqu'à 300 mètres environ de la station, le mécanicien s'aperçut que plusieurs wagons étaient en flammes. Il arrêta aussitôt le convoi et fit détacher les wagons, qui furent isolés. Ces wagons étaient chargés de nitrate. Trois d'entre eux ont été complètement détruits.

Un détachement du génie et de l'artillerie a été aussitôt envoyé sur les lieux pour rétablir la voie.

Les causes de l'incendie sont inconnues.

Le feu dans les pins

Samedi après-midi, un violent incendie, dû sans doute à la sécheresse, s'est déclaré dans la forêt de pins du canton de Villandraut. Le vent souffiant en tempête, les flammes se propagèrent rapidement et gagnèrent les forêts voisines du canton de Préchac, situées à 14 kilomètres de Bazas et du canton de Captieux, à 17 kilomètres

Dans la soirée, la gendarmerie télégraphiait à Bordeaux que les premiers secours avaient été organisés par la population, mais que celle-ci, exténuée, se trouvait malgré ses efforts impuissante à arrêter le fléau.

Un détachement de militaires de Mont-de-Marsan a été envoyé aussitôt sur les lieux pour combattre énergiquement l'incendie, qui paraît prendre d'inquiétantes proportions.

PETITE CHRONIQUE

Les cambrioleurs à l'ouvrage. — Dans la nuit du 19 au 20 courant, des malfaiteurs se sont introduits, par effraction, dans les chais et bureaux de MM. Paynaud et Cie, 2 bis, rue Ernest-Godard. Après avoir fracturé tous les tiroirs et répandu leur contenu sur le parquet, les camb